

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21568 - 80ÈME ANNÉE

Rassemblement de l'Intersyndicale demain

Les revendications sociales au coeur de la campagne des législatives

7 années de politique de casse sociale ont amené en France l'extrême droite au porte du pouvoir. A l'appel de l'Intersyndicale de La Réunion, un rassemblement est prévu ce samedi à la préfecture pour que les revendications sociales ne soient pas oubliées dans la brève campagne des législatives anticipées.

La politique menée au cours des deux mandats d'Emmanuel Macron à l'Élysée a accentué la casse sociale. Il s'agit de remettre en cause tous les acquis obtenus à la suite de la victoire sur l'extrême droite à l'issue de la Seconde guerre mondiale.

Sécurité sociale, reconnaissance du rôle des syndicats et statut des fonctionnaires sont autant d'avancées découlant du programme national du Conseil national de la résistance. Le CNR était un rassemblement de syndicalistes, communistes, socialistes et gaullistes visant à reconstruire une société rendant impossible le retour au pouvoir de l'extrême droite. L'ambition était de faire de l'État une République sociale, en rupture avec le modèle d'avant-guerre.

Mais la crise touchant la France depuis le début des années 1970 a favorisé la montée du racisme dans ce pays. En effet, quand les usines ferment pour que la production soit délocalisée, l'objectif est d'augmenter les profits des capitalistes qui vivent sur le dos de la richesse produite par les travailleurs. Pour ne pas que les travailleurs prennent conscience de cette réalité, l'étranger est le bouc-émissaire idéal. Ainsi en France, aucun gouvernement n'a pris des mesures pour sanctionner les profiteurs de la crise. L'idée selon laquelle l'étranger est le problème s'est alors largement répandue.

La politique menée ces sept dernières années a accentué ce phénomène. L'objectif est d'abord de fragiliser les syndicats. Les capitalistes au pouvoir savent en effet que les syndicats sont les moteurs des avancées sociales. Ainsi à La Réunion, le front de libération pour décoloniser le pays, le CRADS, trouve son origine dans l'union des syndicats autour d'une revendication : la fin du statut colonial. L'objectif était clair : appliquer à La Réunion les lois sociales obtenues par la lutte des syndicats et des partis politiques du Conseil national de la Résistance.

A cette offensive contre les syndicats s'est ajoutée la re-

mise en cause des fondements de la République sociale issue de la bataille victorieuse contre l'extrême droite. Le gouvernement est ainsi passé en force pour privatiser les retraites. Le régime général ne suffira plus pour avoir droit à une pension suffisante pour vivre. L'augmentation de la durée de cotisation rend en effet illusoire l'accès à une retraite pleine pour la majorité des travailleurs à La Réunion.

Dans ces conditions, le recours à des assurances privées est nécessaire. Cela n'est possible que pour ceux qui ont les moyens de souscrire à cette retraite par capitalisation. Les inégalités se creusent.

Un projet réunionnais

A La Réunion, les conséquences de cette politique sont amplifiées par l'état de sous-développement de notre pays, notamment en termes d'emploi et de répartition des richesses. Elles ont accentué la crise structurelle causée par un système néo-colonial dont l'objectif est de convertir des transferts publics versés sous forme de salaires, de réductions d'impôt ou d'allocations, en profits privés rapatriés de préférence vers des entreprises françaises.

Le PCR propose de tout remettre à plat avec l'idée d'un projet réunionnais élaboré dans la concertation la plus large. C'est dans le rassemblement des forces vives que se situe la première prise de conscience : les Réunionnais sont capables de dire ce qui est bon pour eux et de l'appliquer.

Cette idée progresse et les législatives sont l'occasion d'accélérer sa mise en œuvre. Pour cela, il est important que les prochains députés prennent le problème à bras-le-corps et luttent ensemble pour que Paris accompagne l'élaboration d'une loi-programme spécifique tenant compte des revendications des forces vives.

A situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles : la réponse à la crise sociale ne peut attendre car cette crise menace la fragile cohésion de la société réunionnaise.

M.M.

Dengue, Zika, chikungunya : augmentation massive du coût économique mondial des moustiques et des maladies qu'ils transmettent

Une étude internationale coordonnée par des scientifiques de l'IRD, du CNRS et du MNHN, révèle l'augmentation massive du coût économique mondial des moustiques envahissants *Aedes aegypti* et *Aedes albopictus*, vecteurs de la dengue, du chikungunya et du virus Zika au cours des dernières décennies. Entre 1975 et 2020, le total des coûts recensés s'élève à 94,7 milliards de dollars.

Bien que sous-estimés car encore rarement chiffrés et déclarés dans de nombreux pays, les coûts liés aux pertes et dommages induits par ces moustiques et les maladies qu'ils transmettent ont littéralement explosé depuis le début des années 2000, alors que les investissements dédiés à la gestion et à la prévention de ces maladies restent stables, ne représentant qu'une fraction des coûts totaux. Les bénéfices attendus de la mise en place de stratégies de prévention efficaces et durables sont colossaux.

Si le total cumulé des dépenses liées aux *Aedes* et aux maladies qu'ils transmettent s'élève, pour la période 1975-2020, à au moins 94,7 milliards de dollars – soit un coût annuel moyen de 3,29 milliards avec un maximum de 20,9 milliards en 2013 – ce chiffre reste néanmoins largement sous-estimé, puisqu'étant uniquement basé sur les coûts réels rapportés dans la littérature scientifique. Les chercheurs démontrent que, tout comme l'incidence de ces maladies, ces coûts ont massivement augmenté au cours des trois dernières décennies et qu'ils auraient été multipliés par 14 au cours de la période qui a suivi l'émergence du Zika et du chikungunya. Les coûts rapportés sont principalement liés aux dépenses médicales directes dues à la dengue transmise par *Aedes aegypti*, suivies par les pertes et les coûts indirects, qui sont eux largement absorbés par les individus ou la communauté.

Alors que les coûts liés aux pertes et aux dommages induits par ces moustiques et ces maladies ont considérablement augmenté au cours des dernières décennies, les investissements dédiés à la prévention et à la gestion de ce risque sanitaire émergent (sur-

veillance, lutte antivectorielle et autres actions préventives, notamment le développement de vaccins) ont quant à eux très peu évolué sur la même période. Ils sont restés constamment inférieurs aux coûts des dommages, jusqu'à dix fois moins élevés. Les auteurs de l'étude mettent ainsi en évidence le sous-financement chronique de la lutte anti-vectorielle, identifié comme un facteur favorisant la dispersion des *Aedes* et la transmission des maladies.

Vers de nouvelles stratégies

L'analyse des coûts induits par les moustiques *Aedes* et les virus qu'ils transmettent plaide pour la mise en place de stratégies de gestion préventive du risque sanitaire qu'ils représentent. La diversité des coûts induits et l'identification des différents acteurs directement concernés doit permettre de mobiliser l'ensemble des parties prenantes vers un objectif commun de gestion durable et intégrée du risque vectoriel, tel que recommandé par les instances internationales. Des études de « coût-efficacité » couplées à des analyses d'acceptabilité sociale doivent permettre d'orienter les décisions pour combiner les méthodes et outils les mieux adaptés au contexte local.

Les auteurs affirment que seuls des changements sociétaux et une collaboration internationale très engagée permettront la mise en œuvre d'actions de prévention, visant à limiter la dispersion des *Aedes* envahissants et des maladies qu'ils transmettent dans le monde. Cette étude représente une opportunité d'agir pour la préservation de la santé mondiale et la réduction des inégalités de santé. Les auteurs préconisent également d'intensifier les efforts dans la gestion des risques associés à d'autres espèces exotiques envahissantes ainsi qu'à d'autres maladies émergentes.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
80e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Quelques heures de liesse et une éternité de misère

Ce mercredi 12 juin, la « flamme olympique », était de passage sur notre île. Cela n'a duré que 8 heures, a suscité une grosse émulation et autant de critiques.

Nous ne pouvons que comprendre la ferveur des sportifs, petits et grands, et de leur famille pour qui, les Jeux Olympiques sont un événement exceptionnel. Voir la flamme passer ici et portée par nos athlètes est une fierté immense. Leur enthousiasme, celui des collectivités et des médias, ont entraîné une partie de la population réunionnaise dans la liesse. Pour faire face à la foule attendue, un important dispositif a été déployé. Certains axes routiers ont été totalement fermés ; heureusement que cela tombait un mercredi !

Le passage de la flamme a été traité comme un moment historique pour notre île. Est-ce suffisant pour nous faire oublier l'essentiel ? Il semble utile de mettre la lumière sur les faits suivants.

Les Jeux Olympiques sont l'occasion de rencontres et d'affrontements sportifs entre athlètes du monde entier, mais pas que cela. Ils sont aussi le théâtre d'affrontements politiques et idéologiques. L'exemple le plus bouleversant de ce fait est les JO de 1936 en Allemagne, où les stades étaient arborés de drapeaux nazis. Marqués par l'idéologie raciste et antisémite, les Noirs avaient été humiliés et privés de leurs récompenses, quant aux athlètes juifs, ils avaient été retirés des équipes allemandes. C'est cette année-là que fut lancé, pour la première fois, le relais de la « flamme olympique ». Il n'y a pas vraiment de quoi en être fier quand on sait qu'il a servi à la propagande naziste, qui conduira à la 2e guerre mondiale et ses centaines de millions de morts.

En 2024, le contexte politique joue toujours sur les JO, de manière dramatique et injuste. En effet, alors qu'une guerre dure depuis plus de 50 ans en Palestine et que l'entité Israël, vient d'être reconnu par l'ONU comme Organisation Terroriste, que son Premier ministre est sous mandat d'arrêt international pour crimes de guerre et crimes contre l'Humanité, après le massacre, en moins de 6 mois, de près de 40 000 personnes dont une majorité d'enfants et de femmes, les athlètes israéliens font partie des invités au JO, sans aucune contrainte. Ils défilent sous leur drapeau lors de la cérémonie d'ouverture. On pourrait comprendre ce point de vue s'il était régi par les principes sportifs et valable pour tous. Cependant, nous constatons que le régime n'est pas le même pour les athlètes russes ou biélorusses, qui eux, sont sanctionnés à cause de la guerre menée par leurs dirigeants politiques. Dans cette vision politique des choses, comment pourrions-nous acclamer le passage des athlètes israéliens ? Comment pouvons-nous saluer la tenue même de ces Jeux quand les organisateurs acceptent d'accueillir un

« État terroriste » qui a détruit autant de vie en si peu de temps ? C'est impensable. Où est le symbole de la paix ?

D'ailleurs la symbolique des Jeux Olympiques est bien loin de ses débuts, où la couronne de feuilles d'oliviers sauvages était la récompense suprême. De nos jours les grandes entreprises multinationales exercent un lobbying très lucratif sur le dos des athlètes et des spectateurs. Sommes-nous bien encore dans ce que certains appellent « l'esprit de respect, d'équité et de solidarité » ?

Dans ces conditions, tout le monde devrait boycotter ces JO et le faire tant qu'ils ne seront pas véritablement symboles de paix, « d'amitié, de respect et d'excellence ».

Enfin, revenons-en à la situation réunionnaise et aux critiques soulevés. Les gens ne comprennent pas que des élus réunionnais puissent dépenser de telles sommes pour une opération qui n'aura aucune retombée pour notre économie, contrairement à ce qui est prévu pour Paris.

En effet, pour bénéficier du passage de la flamme, les départements devaient avancer la somme de 180 000 euros, au comité d'organisation des JO (le COJO). Il faut aussi compter les nombreuses autres dépenses liées à l'organisation sur place, auxquelles s'ajoutent les dépenses effectuées par les différentes villes qui seront traversées. Quand on connaît la situation socio-économique dans laquelle se trouve notre île, dépenser de telles sommes pour une seule journée semble indécent.

Par comparaison, 180 000 euros c'est l'équivalent d'un salaire net au SMIC pendant 10 ans. Nous rappelons qu'à La Réunion il y a un taux de chômage exceptionnel, 40 000 demandes de logement en souffrance, un taux de pauvreté de 40 %, un enfant sur deux grandit dans un foyer vivant en dessous du seuil de pauvreté... Pouvons-nous réellement, agir comme ces pays riches et brûler 180 000 euros pour 8 heures de flamme ?

Finalement, il y a beaucoup plus que l'esprit du sport dans cette flamme et dans ces Jeux. Il y a des symboles et des actes que nous ne pouvons ni admettre, ni accepter.

Dans l'urgence, nous gagnerons tous à réclamer l'exclusion du drapeau israélien. Nous gagnerons à réclamer de la modestie et de la dignité devant tant de problèmes vitaux non résolus. Quand ce jour-là viendra, tout le monde pourra partager la joie et la beauté de l'Olympisme.

Julie Pontalba

Oté

Lo maronaz épi nou dann listoir é dan la vi noute pèp rényoné

Mézami lo maronaz, noute pèp rényoné i koné kossa sa i lé dopi kaziman komansman listoir noute pèi é dann plizyèr pèryode nou la passé... shak foi nou l'avé kékshoz inportan pou défann.

Ni pé dir sa lé dann noute san é l'èr mwin l'aprè ékri sa, mi majine lo dis malgash-malgashine, l'ané 1663 kan zot la débark Sin-Pol épi zot la larg an plan dè zèropéin dann in grote pou alé dan lé o.

Mi majine ankor toute bann zésklav la parti maron épi zot la fé sak ni pé apèl lo roiyome lintèryèr avèk son bann gran roi dann la pèryode lo gran maronaz.

Mi majine ankor bann pti blan tro pov pou rèst landroi zot téi viv, tro indépandan pou viv sou la dominassion-ésploittassion bann gro blan é zot la shoizi d'monte dan lé o pou fé in sivilizassion ankor bien vivan zordi...

Biensir mi sava pa fé in klass dsi lo maronaz mé soman ni pé anparl sa rantre nou pars si lé vré nou rényoné ni koné pa assé listoir noute péi néna kante mèm bann gran-gran morsso sa la rèss dann la mémwar in bonpé rantre nou.

Zordi i vien amwin in lidé kan mi antann Elie Hoarau épi d'ote apré propoz in tan méyèr avèk la rokonéssans la majorité pou noute pèp rényoné. Sé l'èr ké dé-troi kozman i vien dann mon tête konm in rovandikassion pou apiye noute marsh an avan :

« Nou lé pa pliss, nou lé pa mwin respèkt anou » : Laurent Vergès la proklame sa dovan in l'assanblé nassyonal sirman apré domandé dann tréfon zot mémoir oussa zot téi lé so zour-la.

« 1848 té l'èr la liberté, 1946 l'èr l'égalité, biento va vnir l'èr la majorité pou noute pèp rényoné... »

« In plan pou nou dévlopé par bann rényoné é pou bann rényoné »

A ! Biensir la plipar noute bann zélu lé tro kamu pou oz déklar sa dovan la puissanss néo-kolonyal — sirman la pèr pèrde bann zavantz — mé aköz pa fé avanss sa sèryèzman, pyé-a-pyé avèk bann métode épi bann moiyn lo maronaz kaziman noute l'ADN a nou-ziska lèr lidé-la va vnir si tèlman for, si tèlman rézistan ké touf ali sar mission inpossib.

A bon antandèr salu !

Justin